

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

4<sup>e</sup> ANNÉE | N° 69-70 |

1<sup>er</sup> AVRIL 1927

## PETITES & GRANDES NOUVELLES

**POURSUITES.** — M. Lluís Capdevila, écrivain fort connu en Catalogne, a été détenu pour avoir écrit un poème qui a déplu aux autorités. Il est, de ce fait, poursuivi par les tribunaux militaires. MM. Gabriel Tarraguel, Josep Rodriguez, Josep Mas, Benet Armengol et Domènec Galí ont été détenus comme les auteurs de tracts contre la dictature et la monarchie. La police espagnole a réalisé encore d'autres détentions et de nombreuses perquisitions, surtout chez des catalanistes.

**CONDAMNATIONS.** — Comme suite à l'ajournement de Vera, le conseil de guerre de Pampeleune a prononcé les sentences suivantes, qui ont été approuvées par les autorités : Douze ans de prison à Casiano Alonso, Bonifacio Manzanedo et Manuel del Rio ; dix ans à Angel Fernández, Anastasio Guilarte, Julio Fernández, Gregorio Eizaguirre, Tomás García, Justo Val et Vazquez Bouzas ; deux ans et quatre mois, Clemente Anso et Gabriel Lobato. — Miquel Ferrer, condamné tout dernièrement par un conseil de guerre de Barcelone, accusé d'avoir conspiré et d'avoir préparé le soulèvement de la Catalogne, a été transféré au bagne d'Alacant, où il doit passer trois ans.

**LA CENSURE.** — La censure à laquelle la presse est soumise ne cesse jamais d'être arbitraire et capricieuse. Les censeurs en veulent surtout à la presse catalane, malgré l'excessive modération dont elle fait preuve. Les annonces même sont contrôlées par Anastasio et il est plusieurs journaux, comme tout récemment Cronica Social, de Terrassa, qui ont été punis d'amendes pour avoir publié des annonces qui ne plaisaient pas aux censeurs. D'autre part, on empêche les journaux catalans de publier des nouvelles, même officielles, qui sont pourtant autorisées à Madrid. On place de la sorte les journaux catalans sur un plan d'infériorité.

**PROCÈDES DICTATORIAUX.** — On sait que le Cercle des Employés de Barcelone — nous en parlons dans ce même numéro — est sous la botte dictatoriale. Les nouveaux membres du conseil directif sont, pour la plupart, recrutés parmi les pistoleros de Martinez Anido. Il n'est donc pas étonnant que lorsqu'on a révoqué les professeurs et les médecins du Cercle — ce qui a été fait tout dernièrement et de la façon la plus brutale — il s'est trouvé des professeurs qui ont reçu l'ordre de cessation de leurs fonctions de la part d'individus qui les visaient avec des revolvers. C'est ainsi que Primo entend adoucir les mœurs et civiliser les gens.

**LE CENTENAIRE DE BEETHOVEN.** — Une délégation catalane est allée à Vienne, à l'occasion du premier centenaire de la mort de Beethoven. Elle est composée par MM. Higiní Anglès, Lamolhe de Grignon et Francesc Pujol, auxquels s'est jointe M<sup>lle</sup> Concepció Patrol. M. Higiní Anglès, représentant la Bibliothèque de Catalogne, a présenté, au Congrès d'Histoire de la Musique, de Vienne, une communication sur la musique catalane du moyen âge. M. Pujol y est allé en représentation de l'« Orfeo Català ».

**BRUITS.** — Depuis quelques jours, le bruit court, à Madrid, que le gouvernement espagnol, de guerre las, convoquerait, non pas l'Assemblée dite nationale imaginée par Primo de Rivera et à laquelle le roi s'est toujours montré hostile, mais un Parlement à la mode constitutionnelle. Nous enregistrons ce bruit sous toutes réserves. Il prouve seulement que les politiciens madriléens travaillent toujours à renverser la dictature.

**M. MACIÀ A BRUXELLES.** — En exécution de l'arrêté pris contre lui au lendemain du procès du complot séparatiste, M. Francesc Macià a quitté Paris le 23 mars, par le train de 14 h. 25, pour Bruxelles, où il a été autorisé à résider et où la plupart des conjurés se sont réfugiés. M. Macià était accompagné de sa femme, de son fils, de ses deux filles, — ainsi que de M<sup>rs</sup> Henry Torrès et d'une centaine de Catalans, ses amis. Ces derniers firent au leader de la cause catalane une très chaleureuse manifestation.

« LA CATALOGNE REBELLE ». — Sous ce titre, l'Agence Mondiale de Librairie fait paraître un beau volume de 300 pages contenant l'histoire du mouvement préparé par M. Macià et ses amis, ainsi que celui du procès des Catalans. C'est un livre qui en dit beaucoup sur la cause catalane et que tous ceux qui s'y intéressent ne peuvent pas méconnaître. Nous en reparlerons plus longuement.

## LA SITUATION ACTUELLE

La situation politique de la péninsule ibérique offre une de ces accalmies moroses qui précèdent souvent les grands événements. Les eaux sont calmes sur la surface. Mais elles sont troubles dans les profondeurs. La dictature, contre laquelle tous les coups audacieux se sont heurtés jusqu'ici, sera probablement vaincue par l'usure. Et elle est sur le point d'être complètement usée.

Nous ne dresserons pas maintenant le bilan de la dictature espagnole. Nous l'avons fait, et plus d'une fois. Nous rappellerons seulement qu'elle a complètement échoué dans tous ses desseins, même dans celui de sauver la monarchie, car, du fait de la dictature, la situation de la monarchie est plus délicate et plus chancelante que jamais.

On s'en est aperçu ces jours derniers, pendant qu'Alphonse XIII a été malade. Deux ou trois jours durant, les familiers du roi ont craint pour ses jours. On s'est ému alors de la situation où se trouvait la famille royale, puisque la succession au trône d'Espagne est compromise, le prince des Asturies n'étant pas en état de succéder à son père. On s'en est ému davantage, car on n'ignore pas, au Palais d'Orient, les menaces réitérées de Primo de Rivera de se proclamer Président de la République Espagnole si le monarque ne se plie pas à sa volonté.

Ces menaces ont réconcilié le roi avec ses anciens ministres et conseillers. Mais, après sa maladie, retournera-t-il à la sagesse constitutionnelle ? Réussira-t-il à y mener son Primo ? Les ennemis de la dictature vaincront-ils par des moyens persuasifs et pacifiques l'entêtement du marquis d'Estella de vouloir « sauver » un pays par la force en lui enlevant d'abord tous ses droits civiques et toutes ses libertés ?

La dictature est totalement usée, il ne faut pas l'oublier. Pour se maintenir au pouvoir, Primo inventa cette fameuse assemblée dite nationale qui devait ratifier le résultat du si comique plébiscite du mois de novembre. On ne parle plus de cette assemblée, le roi y ayant mis son veto. Cet échec dans la politique intérieure est couronné par l'échec, bien plus éclatant, de sa politique extérieure. Dans la question de Tanger, Primo a reçu un refus catégorique à son dernier memorandum. Sa tactique, ses procédés, sa criardise n'ont eu, internationalement, aucun résultat. C'est-à-dire tout cela n'a fait qu'ébranler son prestige, si toutefois il en a jamais eu.

On sait, d'autre part, que Primo n'est pas très bien vu dans certains pays jouissant d'une forte influence sur les milieux monarchistes espagnols. Nous pensons à l'Angleterre. On a été fort inquiet, à Londres, les jours où Alphonse XIII gardait le lit, parce qu'on envisageait la possibilité, en Espagne, d'une régence assumée par Primo. Or, la reine Victoria est anglaise et ses compatriotes ne permettraient pas qu'elle fût devancée par un général aventurier et insurgé. On sait également que la reine réprouve les pro-

cedés dictatoriaux et les fanfaronnades « primesques ». La santé du roi étant assez chancelante, on voit comme est troublé l'horizon qui s'offre à l'avenir de l'Espagne.

Il y a, en plus, le problème catalan, toujours latent, toujours inquiétant. Il ne faut pas l'oublier. Et la Catalogne sera toujours un élément très décisif dans la destinée de la péninsule.

Avec le départ de M. Macià pour la Belgique, la dispersion des séparatistes catalans qui, en novembre dernier, s'étaient conjurés pour entrer dans leur pays et le libérer, est complète. Après leur condamnation pour port d'armes prohibées, on a les expulsés de la terre traditionnelle ment hospitalière de France, qu'ils ont quittée le cœur serré parce qu'ils avaient appris à l'aimer.

La pétition que les intellectuels et les parlementaires français avaient adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, n'a pas été entendue. M. Macià, ayant obtenu, pour des raisons de santé, un sursis de quelques semaines, la presse a fait le silence sur le sort des conjurés, car il était dans l'esprit de tous que la pétition en cours serait agréée par le Gouvernement. Il y a même eu des journaux ayant annoncé que M. Albert Sarraut avait « remis sine die » la date d'expulsion des condamnés. (Nous avons lu encore cette nouvelle dans Oc, de Toulouse, du 15 mars.) Cette nouvelle était malheureusement erronée. Les conjurés n'ont joui d'aucun sursis, M. Macià excepté.

Pourtant, la pétition en leur faveur réunissait un total de plus de 800 signatures, parmi lesquelles plus de 300 appartenant à des parlementaires (sénateurs et députés). Parmi les 300 parlementaires ayant signé la pétition en faveur de la non-expulsion de M. Macià et de ses compagnons, il y avait tout le parti socialiste de la Chambre des Députés (S. F. I. O.), soit 130 membres, la majorité du parti radical que préside M. Cazals et dont le représentant au cabinet actuel est M. Albert Sarraut (60 membres) ; le reste des signatures de parlementaires appartenant à des membres du parti républicain-socialiste et à une trentaine de sénateurs de gauche, parmi lesquels M. Rebourg.

Notés avons tenu à publier ces données pour bien préciser la grande sympathie que le geste des conjurés catalans a soulevée en France et que seules des ingérences diplomatiques tout à fait déplacées ont pu pousser le gouvernement à méconnaître.

Dispersée qu'elle est, hors les frontières de France, l'armée de M. Macià ne se donnera pas pour vaincue, nous en sommes sûrs. M. Macià lui-même l'a proclamé à diverses reprises. Il recommencera dès qu'il en aura l'opportunité. Ses compagnons sont trop ardents et le peuple catalan est trop opprimé et trop impatient pour que cette occasion n'arrive bientôt.

## LETRE DE BARCELONE

A propos du dernier manifeste de M. Macià

Barcelone, mars.

Le Courrier Catalan a publié le manifeste que M. Macià, en son nom et au nom de ses soldats, a adressé à tous ses compatriotes. C'est un document digne et ferme, d'une signification profonde et qui mérite d'être longuement médité et sagement commenté.

Commençons par louer en lui-même le fait d'avoir lancé le manifeste. Si l'opinion catalane doit un respect très haut, voire une vénération à M. Macià, celui-ci devait à l'opinion catalane une explication franche et claire. L'opinion connaissait les faits, mais il fallait qu'elle les connaisse directement, sans intermédiaires et sans interprètes, qu'elle les entende, pour ainsi dire, des lèvres de celui qui allait déclancher une guerre sur le sol de la Catalogne. L'acte était trop plein de gravité pour que, après son échec, M. Macià puisse continuer à travailler dans le silence. Avant de s'y replonger, il devait parler.

Il a parlé. En des termes passionnés et émouvants, il a fait à ses compatriotes un récit complet de l'aventure glorieuse — glorieuse malgré son échec. Le plus grand intérêt du manifeste ne réside pas toujours, nonobstant, dans l'exploitation des faits, mais dans les commentaires qu'ils suggèrent au leader séparatiste.

Il nous parle dans un des premiers passages de l'incompréhension et de la méfiance que bien des fois, pendant ces dernières années, lui et ses partisans, avaient trouvées chez certains de leurs frères,

des insinuations blessantes dont on les avait criblés. C'est certain : il y avait des Catalans — même assez nombreux, même très en vue — qui doutaient, non pas de la sincérité de M. Macià, mais de sa décision.

On comprend à présent combien ces critiques étaient injustes et on comprend combien elles ont dû faire souffrir M. Macià et ses compagnons. Néanmoins, au fond, elles ne provenaient pas autant d'une méfiance envers lui que d'une méfiance envers les facultés de réaction de la part des Catalans. Rien pourtant dans le passé ne justifiait une pareille attitude, et la tentative de M. Macià et d'autres événements moins retentissants, mais non moins significatifs, nous prouvent que rien ne la justifiait non plus en ce qui concerne le présent.

Ces critiques, inspirées sans doute par le désir de faire réagir les esprits en les secouant, ont un danger : d'un côté, la possibilité de les pousser à découragement ; d'un autre côté, la possibilité de les pousser à une action prématurée. Heureusement aucune de ces chances ne s'est produite dans le cas de M. Macià. Il a su attendre sans se décourager et sans se précipiter. Il nous dit dans son manifeste qu'il va recommencer ses préparatifs. On ne pouvait attendre autre chose d'un esprit inébranlable. Mais qu'il sache que les Catalans ont confiance en lui, qu'il mette à se préparer pour la révolution tout le temps qu'une pareille entreprise demande, qu'il sache attendre patiemment le moment le plus propice. Une révolte destinée à être finalement étouffée par l'Espagne

ne pourrait avoir que de funestes conséquences pour la Catalogne. Si elle se dresse en armes, il faut que ce soit pour vaincre.

M. Macià semble avoir compris parfaitement cette nécessité, lorsqu'il nous parle dans son manifeste du besoin d'éviter un sacrifice stérile. Après sa tentative échouée, on doit — et on peut — avec plus de raison l'éviter. Dans la situation actuelle de l'Europe, le problème catalan commence à être pris en considération. L'Espagne n'est qu'un bien faible Etat, mais elle peut encore servir de base d'opérations à ceux qui aujourd'hui la poussent à créer des difficultés à la France avec la question de Tanger. Cette fois-ci, la gendarmerie française a empêché M. Macià et ses soldats d'entrer en Catalogne. Les temps sont troubles. Nous ne serions nullement surpris qu'un jour, peut-être pas trop lointain, les choses se passent tout autrement.

Devant l'exemple et l'enthousiasme de M. Macià et de ses soldats, devant leur tentative audacieuse, beaucoup de Catalans, jusqu'à présent plus ou moins sceptiques, ont compris que la révolte armée était possible. Le manifeste de M. Macià le fait justement remarquer. Il fait aussi remarquer, avec une connaissance parfaite de l'âme du peuple catalan, que, lorsque l'heure des héroïsmes sonnera, même les plus indifférents et les plus peureux ne se reconnaîtront plus.

X.

EN CATALOGNE

## Le Directoire ravage les institutions privées

Nous avons informé nos lecteurs, en son temps, de l'atteinte portée par les autorités espagnoles contre l'une des institutions privées de Catalogne les plus dignes d'admiration : le Centre Autonomista de Dependents del Comerç i de la Industria, de Barcelone.

Cette institution date de 1903 (1). Il s'est écoulé vingt-quatre ans depuis le jour où quelques-uns employés de commerce se sont organisés en vue de travailler à leur perfectionnement moral et matériel et à l'autonomie de la Catalogne. A cette fin, ils rédigèrent un statut qui devait être la loi sociale de l'organisme fondé par eux. Ce statut, conformément à la loi espagnole, fut déposé au « Gouvernement civil » (préfecture), où il reçut l'approbation officielle.

L'article premier du dit statut est ainsi conçu :  
Le Centre autonomiste des employés du Commerce et de l'Industrie, Société ouvrière, se propose l'amélioration morale et matérielle des personnes appartenant à la classe des employés, et la propagation des principes autonomistes. Il se servira à ces fins des moyens tels que enseignement, conférences, lectures et causeries, vulgarisation des sciences et des arts, excursionnisme et sports, création de Caisses de prévoyance et de secours mutuel ; il proposera et encouragera toutes les réformes représentant une amélioration et un perfectionnement des conditions de travail ; il interviendra dans toutes les questions intéressant les employés catalans, en se servant de la presse, de réunions publiques et de tous les moyens légaux conseillés par les circonstances.

Ainsi donc, ce fut dans la plus stricte légalité que quelques jeunes gens catalans se mirent à l'œuvre pour le triomphe de deux grands principes : le perfectionnement professionnel qu'ils ne pouvaient pas trouver dans les écoles à eux accessibles, et la liberté de

(1) Parmi les compagnons de M. Macià se trouvait M. Josep Borda de la Cuesta, l'un des fondateurs du Cercle des Employés. Il fut pendant assez longtemps le premier président de la nouvelle institution, qu'il présida le premier pendant trois ans de suite. Les statuts du cercle furent entièrement rédigés par lui. Nous aimons à rappeler à nos lecteurs la part importante que M. Borda prit à la fondation du « Cercle » au moment où il est banni de France, avec M. Macià.

Publications de « L'ESTAT CATALÀ »

## LA CATALOGNE REBELLE

Tout le procès des conjurés catalans

Précédé d'une notice sur la Catalogne et son mouvement national et suivi de quelques documents officiels.

Un fort volume de plus de 300 pages

PRIX : 18 francs

EN VENTE chez tous les Libraires et à l'Agence Mondiale de Librairie, 14, rue des Saints-Pères, PARIS-VII<sup>e</sup>.